

# ACTION URGENTE

## CHINE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ENCOURT 15 ANS DE PRISON

**Zhen Jianghua aurait été jugé pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État » le 10 août. Ce défenseur des droits humains n'a accès ni à sa famille ni aux avocats de son choix et risque d'être victime de torture et d'être jugé lors d'un procès inique.**

Zhen Jianghua a été jugé pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État » par le tribunal populaire intermédiaire de la ville de Zhuhai le 10 août, selon une déclaration publiée (et plus tard retirée) le 23 août par le site d'informations du parquet populaire suprême. Le tribunal est censé rendre sa décision au plus tard trois mois après le procès, mais peut obtenir des prolongations avec l'accord de la Cour populaire suprême. S'il est reconnu coupable, Zhen Jianghua encourt jusqu'à 15 d'emprisonnement.

En avril, la police a dit aux avocats nommés par Zhen Jianghua que ce dernier les avait renvoyés. Amnesty International a appris qu'un avocat présenté par les autorités avait rencontré Zhen Jianghua mi-2018, mais que celui-ci avait refusé de le nommer comme son avocat. L'avocat nommé par l'État a déclaré à la famille de Zhen Jianghua que son procès pourrait commencer à la fin du mois de juillet ou au début du mois d'août.

Zhen Jianghua est un défenseur des droits humains qui travaille depuis plus de 10 ans en faveur de populations marginalisées en Chine, et qui a été arrêté à plusieurs reprises en raison de ses activités de militant. Il avait dans un premier temps été placé en détention pénale le 2 septembre 2017 car il était soupçonné d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État », avant d'être placé moins de quatre semaines plus tard en « résidence surveillée dans un lieu désigné », un moyen permettant à la police de détenir des suspects hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois et s'apparentant à la détention au secret. Zhen Jianghua a été officiellement arrêté le 29 mars 2018 pour des accusations d'« incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Il se trouve actuellement au centre de détention n° 2 de Zhuhai. Depuis son arrestation, Zhen Jianghua n'a pas pu s'entretenir avec les avocats de son choix, ce qui laisse craindre qu'il puisse être victime d'actes de torture et d'autres mauvais traitements.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en chinois ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition Zhen Jianghua, qui est un prisonnier d'opinion, et à abandonner toutes les charges pesant sur lui, car il est détenu uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur de veiller, en attendant sa libération, à ce que cet homme soit protégé contre la torture et les autres formes de mauvais traitements pendant sa détention, et à lui permettre, sans délai, de s'entretenir avec l'avocat de son choix.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 OCTOBRE 2018 À :

#### Procureur

Huang Weiyu  
Zhuhai City People's Procuratorate  
166 Xianghua Lu  
Xiangzhou Qu  
Zhihai Shi  
Guangdongsheng 519000

**Formule d'appel : Dear Director, /  
Monsieur,**

#### Directeur

Li Chunsheng  
Guangdong Provincial Department of  
Public Security  
97 Huanghua Lu  
Guangzhou Shi  
Guangdong Sheng 510050  
Chine

**Formule d'appel : Dear Director, /  
Monsieur,**

#### **Copies à :**

Ministre de la Sécurité publique  
Zhao Kezhi Buzhang  
Ministry of Public Security  
14 Dongchangan Jie  
Dongchengqu Beijing Shi 100741  
Chine  
Tél. : +86 10 66262114 (en chinois  
uniquement)

**Courriel : gabzfwz@mps.gov.cn**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de l'AU 235/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/8157/2018/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## CHINE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ENCOURT 15 ANS DE PRISON

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Zhen Jianghua est administrateur de la plateforme en ligne Campagne de défense des droits humains en Chine, une organisation virtuelle qui œuvre en faveur des défenseurs des droits humains en danger et aide des personnes à rassembler des éléments sur les violations des droits humains dont ils ont été victimes et à les médiatiser. Il est également rédacteur en chef et fondateur du site Internet ATGFW.ORG, qui mène des actions de plaidoyer contre la censure sur Internet et fournit des informations sur les moyens d'accéder à des informations censurées en contournant la Grande Muraille pare-feu de Chine, le système de surveillance en ligne et de censure du pays. Il a aussi mené un projet éducatif de prévention du VIH/sida à Zhuhai.

Le 3 septembre 2016, Zhen Jianghua s'est rendu dans le village de Wukan (province du Guangdong) pour soutenir un mouvement de protestation contre l'accaparement illégal de terres par les autorités locales. Alors qu'il était sur le point de quitter Wukan, il a été arrêté par la police et interrogé pendant plus de 24 heures parce qu'il était soupçonné d'avoir incité à organiser une manifestation dans le village. Quand il a été remis en liberté, le 7 septembre, il a publié en ligne une déclaration au sujet de son arrestation et, la nuit suivante, il a de nouveau été placé en détention jusqu'au lendemain et interrogé parce qu'il était soupçonné d'avoir « incité à participer à des rassemblements, défilés et manifestations illégaux ».

Année après année, la Chine a continué de prendre des mesures renforçant son système déjà très répressif de censure d'Internet. Des milliers de sites internet et de réseaux sociaux sont contraints de censurer leur contenu, et certaines plateformes telles que Facebook, Instagram et Twitter sont bloquées. Le ministre chinois de l'Industrie et des Technologies de l'information a annoncé en janvier 2017 que le gouvernement avait lancé une campagne de 14 mois de répression des plateformes sur Internet « non autorisées ». L'autorisation préalable du gouvernement est nécessaire pour fournir des services VPN, qui sont utilisés pour contourner la censure chinoise sur Internet. Selon des médias locaux, plusieurs personnes ont été poursuivies en 2017 pour avoir fourni et vendu des produits et services VPN.

De plus, un certain nombre de journalistes citoyens et de directeurs de médias locaux publiant des articles et des informations sur des atteintes aux droits humains commises en Chine ont été arrêtés et emprisonnés. Six journalistes du site web basé au Sichuan « 64 Tianwang » (64tianwang.org) ont été arrêtés pour avoir couvert des manifestations liées au Sommet du G20 à Hangzhou en septembre 2016, et le fondateur du site, Huang Qi, est en détention depuis novembre 2016 et a été officiellement arrêté en décembre 2016 pour avoir « divulgué des secrets d'État ». Liu Feiyue, fondateur et administrateur de Civil Rights and Livelihood Watch, un site Internet consacré aux droits humains et basé dans la province du Hubei, a été officiellement arrêté en décembre 2016 pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'État ». Lu Yuyu et sa compagne Li Tingyu, qui administraient un blog (wickedonna.blogspot.com) et un compte Twitter (@wickedonna) rassemblant et publiant des informations sur les grèves, les manifestations et les troubles dans les régions rurales de Chine, ont été arrêtés tous les deux le 15 juin 2016 parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir « suscité des polémiques et provoqué des troubles ». Li Tingyu a été libérée sous caution à la suite d'un procès le 10 avril 2017, et Lu Yuyu a été condamné à quatre ans d'emprisonnement pour avoir « suscité des polémiques et provoqué des troubles ».

La « résidence surveillée dans un lieu désigné » est une mesure qui permet, dans certaines circonstances, aux enquêteurs de maintenir des personnes hors du système de détention officiel pendant une période pouvant aller jusqu'à six mois, et s'apparente à une forme de détention au secret. Les suspects placés dans cette forme de « résidence surveillée » n'ont pas la possibilité de consulter un avocat de leur choix ni d'entrer en contact avec quiconque, y compris leur famille, et sont exposés à un risque de torture et d'autres mauvais traitements. Cette forme de détention a été utilisée pour entraver les activités de défenseurs des droits humains, dont des avocats, des militants et des pratiquants de certaines religions. Les militants et les défenseurs des droits humains continuent d'être systématiquement soumis à une surveillance, à des manœuvres de harcèlement et d'intimidation, à des placements en détention et à des arrestations.

Nom : Zhen Jianghua  
Homme

Action complémentaire sur l'AU 235/17, ASA 17/9049/2018, 6 septembre 2018